

# Place de l'expertise dans nos sociétés modernes

**Respectable Loge, Univers, Orient de Paris, Région 14**

**Mots-clefs : Expertise, Communication, Fake news, COVID**

## Problématique

Les problématiques auxquelles nous aurons à faire face collectivement dans les années à venir revêtiront une complexité inédite : interdépendances fortes, rareté des ressources, accélération des événements sanitaires, climatiques et économiques.

Souvent des décisions devront être prises rapidement dans un climat de tension exacerbée, sans qu'aucune procédure de gestion de crise n'existe, ni même aucun savoir-faire. Dans les autres cas, les délais seront moins serrés mais l'absence de prise de conscience des phénomènes clés dans un bruit constant de polémiques mineures sur des sujets annexes empêcheront d'avancer réellement sur les défis réels qui nous attendent.

La récente crise de la COVID19 que nous connaissons actuellement en est l'illustration.

Nous nous accordons tous pour dire que la décision collective revient aux dirigeants politiques qui tirent leur légitimité d'une élection démocratique. Cependant il existe une inquiétude populaire croissante quant aux fondements des décisions prises. Cela se traduit par un désintérêt et une méfiance à l'égard du politique. Les nombreuses théories du complot naissent souvent de l'impression qu'on cache une vérité qui serait simple et univoque et que seuls certains gourous courageux oseraient divulguer à l'opinion publique. Pourtant, la réalité scientifique est souvent complexe et pleine d'incertitudes. Mais elle n'est jamais communiquée. Les fake news profitent également du mutisme des experts dans les différents domaines.

Les Français sont si peu habitués à entendre les experts qu'ils ont été choqués que des experts puissent ne pas être d'accord entre eux. Or, les experts ne sont presque jamais d'accord sur les sujets nouveaux, c'est même cela qui permet aux connaissances de progresser. L'essentiel étant que l'expertise soit légitime, transparente, éthique et sans autocensure.

Bien souvent les experts ont la capacité d'aborder des sujets que les politiques n'osent évoquer dans le respect des principes déontologiques.

Enfin, la prise de parole publique des experts pourrait avoir deux bénéfices secondaires : ramener des étudiants vers les carrières scientifiques et encourager le système éducatif français à favoriser la prise de parole publique pendant l'école.

## État des réflexions sur le sujet

En France, la parole experte ne joue pas son rôle dans le fonctionnement démocratique de la société, en ce qu'elle ne guide pas le choix des citoyens. Ceux-ci doivent se contenter de la parole technocratique ou de celles des représentants élus. Dans la plupart des industries, des organisations internationales et dans certains pays (essentiellement de culture anglo-saxonne ou nordique), les experts ont une place de choix dans la plupart des sujets majeurs liés aux décisions collectives. Leur parole est relayée et accessible à tous.

En France, le rôle des experts se limite à produire la connaissance, à l'enseigner parfois dans les universités et à conseiller les politiques dans l'ombre. Le grand public ne les voit jamais et ne sait pas quand ils interviennent.

Certains répondront que l'expertise est disponible pour ceux qui la cherche (publications scientifiques ou plateformes type Wikipédia). Nous considérons que c'est insuffisant dans une démocratie et que cette expertise doit être communiquée au plus grand nombre de façon intelligible par les personnes les plus légitimes (expertise réelle et non statuts administratifs ou notoriété) afin de nourrir une intelligence

collective vitale pour nos sociétés modernes. Sinon, la démocratie évoluera vers une technocratie autoritaire ou le règne des populistes.

La parole des experts doit respecter des règles déontologiques et éthiques. Le Comité National d'Ethique pourrait encadrer les prises de paroles des experts.

### Propositions concrètes, opérationnelles, disruptives

Nous proposons d'encourager la prise de parole publique d'une expertise légitime, libre, transparente, éthique et indépendante.

Cette prise de parole pourrait être favorisée par des actions concrètes :

Identifier les meilleurs experts dans chaque discipline selon des critères transparents (production scientifique, reconnaissance par les pairs, ou même par tirage au sort au sein d'un panel avec renouvellement régulier) et les encourager à communiquer dans les médias modernes (télévision et digital) dans une forme destinée à un auditoire large ;

Ces experts doivent être libres de parole et se rendre disponibles pour communiquer avec tout forum citoyen (éventuellement réuni lors de concertations comme celle récente sur le climat) et les médias grand publics ;

Les experts doivent être formés à la communication (média training obligatoire et dès l'école pour les jeunes générations) ;

La liste de ces experts pour chaque période sera publiée sur un site dédié et géré par une autorité indépendante (une autorité existante de préférence), le procédé de sélection des experts sera également présenté en toute transparence ;

Sollicitation publique d'experts par le politique sur des critères clairs et transparents avec un cahier des charges rendu public. Les experts retenus, notamment pour conseiller la décision politique doivent pouvoir communiquer les résultats de leurs réflexions et de leurs travaux publiquement ;

Déclarer de façon transparente d'éventuels conflits d'intérêt, qui peuvent apparaître dans la construction de la connaissance scientifique. Ils ne doivent pas empêcher une personne de s'exprimer ou de travailler pour la collectivité et la décision publique ;

Inscrire dans les objectifs des agences publiques et privées expertes celui de communiquer au grand public comme le font déjà certaines agences comme la Haute Autorité de Santé.

Déterminer la place des experts dans les procédures de gestion de crise.